

N/Réf. : 04-03-01/2019-12-09

Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels¹

Madame,

Par la présente, nous souhaitons donner suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 16 décembre 2019.

Conformément à l'article 9 de la Loi, vous trouverez ci-après les réponses aux questions que vous avez posées :

Question 1 :

À l'exclusion des membres de la Commission des transports du Québec (CTQ) dont certains sont inscrits au Barreau du Québec, la CTQ compte une directrice des affaires juridiques, six avocates et trois avocats.

Question 2 :

La CTQ ne possède aucun document, information, analyse ou autre « permettant de connaître le nombre et/ou le sexe et/ou le signe religieux et/ou l'appartenance religieuse de toute personne dont la candidature n'a pas été retenue pour exercer une fonction décrite à la question n° 1 à laquelle elles avaient postulé au sein de la Commission des transports du Québec en raison de l'interdiction du port de signes religieux imposé par l'article 6 de la *Loi sur la laïcité de l'État* », en date d'aujourd'hui. En outre, aucun dossier n'a été fermé pour cette raison à la Commission.

Question 3 :

La CTQ ne possède aucun document, information, analyse ou autre « permettant de connaître le nombre et/ou le sexe et/ou le signe religieux et/ou l'appartenance religieuse d'employé(e)s exerçant une fonction décrite à la question n° 1 au sein de la

Commission des transports du Québec dont les dossiers ont été fermés en raison de leur défaut de se conformer à la *Loi sur la laïcité de l'État* », en date d'aujourd'hui.

Question 4 :

La CTQ ne possède aucun document, information, analyse ou autre « permettant de connaître le nombre et/ou le sexe et/ou le signe religieux et/ou l'appartenance

¹ RLRQ, c. A-2.1

religieuse des personnes exerçant une fonction décrite à la question n° 1 au sein de la Commission des transports du Québec et portant des signes religieux, étant visés par l'exception de l'article 31 de la *Loi sur la laïcité de l'État* », en date d'aujourd'hui.

Questions 5, 6, 7, 8 et 9 :

La CTQ n'a octroyé aucun contrat de services juridiques impliquant d'agir devant un tribunal ou auprès de tiers depuis le 27 mars 2016 et ne dispose conséquemment d'aucun document, information, analyse ou autre à ce sujet.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels,

HC/nl

Hélène Chouinard, avocate

p. j. Demande de révision

Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information

Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC Commission d'accès à l'information Bureau 2.36 525, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5S9 Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télééc. : 418 529-3102	MONTRÉAL Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télééc. : 514 844-6170
---	---

Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

14 juin 2006
Mise à jour le 16 septembre 2016